

"L'Europe sera tout de même défendue!" dans Luxemburger Wort (2 septembre 1954)

Légende: Le 2 septembre 1954, le quotidien luxembourgeois Luxemburger Wort évoque les répercussions sur la défense européenne du refus par l'Assemblée nationale française de ratifier le Traité instituant la Communauté européenne de défense (CED).

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 02.09.1954, n° 245; 107e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Europa wird doch verteidigt", auteur:M.F. , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_europe_sera_tout_de_meme_defendue_dans_luxemburger_wort_2_septembre_1954-fr-703cbdf3-49c9-4f06-acf8-6a612ff034df.html



Date de dernière mise à jour: 03/02/2017

L'Europe sera tout de même défendue!

Comme nous le prévoyions déjà il y a des mois dans cette rubrique, la France rejette le traité de la Communauté européenne de défense (CED).

Tandis que les uns versent des larmes, d'autres se réjouissent trop vite! Les réalistes sont calmes et sereins, peut-être même soulagés. Ils ne se lamentent pas, mais tirent plutôt la seule conclusion qui s'impose de l'échec de la CED, à savoir qu'on ne devient pas Européen comme on devient existentialiste ou symboliste, et qu'on ne peut devenir Européen que s'il existe déjà une Europe. Et une telle Europe ne se crée pas avec des notes et des signatures, pas avec l'abandon spontané des droits de souveraineté nationale, mais avec la construction très progressive d'une communauté d'intérêts, au sein de laquelle, un jour, les uns ne pourront plus exister sans les autres. Ce n'est qu'à ce moment-là que disparaîtront la méfiance et les craintes.

S'il avait existé un véritable esprit européen, une foi en l'Europe, il aurait été possible de franchir avec succès la première étape en construisant une union politique.

Mais pour l'heure, la mentalité nationaliste reste prédominante, les souvenirs des divisions et des antagonismes du passé restent présents dans les esprits. La confiance mutuelle n'est pas encore assez forte pour que, par exemple, la France accepte dès à présent et pour une durée de cinquante ans de confier par un traité les décisions relatives à des questions vitales à une Autorité supranationale.

*

Il serait erroné d'y voir une opposition à l'Europe de la part de la France. Prétendre que les Français font exclusivement preuve de mauvaise volonté, c'est oublier la sincérité avec laquelle ils ont adhéré au Plan Schuman, une autre institution supranationale européenne. Dans le camp des adversaires déclarés de l'intégration politique de l'Europe, on souligne justement, après le rejet du traité de la CED, qu'aucun des traités ou pactes conclus au cours des dix dernières années n'est touché par cette décision de l'Assemblée nationale.

Le Plan Schuman est une réalité. En un sens, peut-être est-ce même un avantage pour lui que la Haute Autorité ne soit pas dès à présent dotée, sous la forme d'une nouvelle institution supranationale d'une portée politique plus large, d'une épine dorsale sur laquelle elle pourrait s'appuyer même si elle ne donnait nullement satisfaction d'un point de vue économique. Même s'il a été assez répété que le Plan Schuman devait être un premier pas politique pour l'Europe, cela ne devrait pas l'empêcher de faire d'abord ses preuves sur le plan économique. Désormais, la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) ne doit plus tellement compter sur la communauté politique européenne en construction, mais plutôt sur elle-même. Si la Haute Autorité se montre à la hauteur de la tâche qui est la sienne, elle favorisera par son essence l'intégration politique. Il n'aurait pas été bon que la CECA voie dans l'union politique une bouée de sauvetage pour garder la tête hors de l'eau malgré des faux pas ou d'éventuels gestes maladroits. Ce qui vaut pour tout individu vaut pour la CECA en tant qu'institution européenne: elle ne deviendra forte et convaincante que lorsqu'elle se tiendra fermement sur ses jambes.

*

En ce qui concerne les conséquences directes du refus français, il est encore trop tôt pour s'en faire une idée précise. En tout cas, on ne pourra imposer aucune solution générale de dimension européenne si les préalables réels ne sont pas garantis. La communauté politique devra pour l'instant être mise au placard. En revanche, on peut maintenant réaliser un travail pratique, plus utile à l'Europe que l'élaboration de nouveaux traités supranationaux de grande portée.

La défense militaire de l'Europe n'est pas devenue impossible. Elle trouvera maintenant son expression dans une autre formule d'alliance. Sans brusquer les choses, les États-Unis et la Grande-Bretagne vont maintenant faire pression pour que sa souveraineté soit rendue à la République fédérale d'Allemagne. Il est évident que la décision française ne doit pas pénaliser Adenauer. De Bonn à Paris, l'Europe est aujourd'hui tout aussi

anticommuniste que par le passé. Les responsables politiques français sont bien trop avisés pour donner un coup de pouce aux partisans de la tactique du Kremlin. Mendès France souhaite une formule de remplacement et une majorité qui ne soit pas grevée de l'hypothèque communiste.

Il y aura quand même une armée européenne sans abandon de la souveraineté nationale – au fond, une telle armée présuppose beaucoup plus une réflexion commune et une bonne disposition que toute autre solution – ou un système d'alliance militaire, avec le réarmement de l'Allemagne, qui, indissociablement lié à l'OTAN, assurera la défense de l'Occident pour les dix prochaines années et qui n'exclura pas la création ultérieure de la Communauté européenne de défense – au sens du texte rejeté par la France.

Nous avons d'autant moins à y perdre qu'un tel processus nous coûtera moins d'argent et ouvre peut-être même la porte à d'autres adaptations de la situation luxembourgeoise.

Les pro-européens restent aujourd'hui majoritaires en Europe occidentale. Il n'existe pas de divergences d'opinion quant aux objectifs, mais seulement quant aux voies à suivre. Le chemin de la CED aurait été le plus court. Il s'est pourtant avéré le plus difficile. Puisque le plus important est d'atteindre l'objectif, nous ne devrions avoir aucun mal à emprunter les voies qui s'avèrent finalement les seules praticables.

M.F.